Lettre du castor

N° 193 — Septembre - Octobre 2023

CES GOUDRONS FRAIS

QUI NE SERVENT À RIEN

La République du Centre rapporte que c'est en pleine canicule, vers 15h un jour de septembre 2023, des élus en grande transpiration ont coupé le ruban de la "déviation de Saint-Denis-de-l'Hôtel"... *Qui ne sert absolument à rien, et qui d'ailleurs reste à peu près totalement déserte puisqu'entre Mardié et Châteauneuf-sur-Loire, il existe une très bonne route directe, jamais saturée, qui évite le gros détour proposé !*

Tandis que nos élus loirétains se félicitent de voir s'allonger leur pont sur la Loire, la contestation s'amplifie partout contre des nouvelles autoroutes et routes "indispensables", "déjà autorisées"... *Généralement des projets datant du siècle dernier, mais tous clairement antinomiques avec les exigences de la lutte contre un réchauffement climatique. Décideurs et élus ne peuvent plus être "climatosceptiques", ils sont devenus "Climatobalekistes" : ils s'en battent les c... !*

L'autoroute A69 Toulouse-Castres est actuellement le projet qui mobilise le plus les oppositions (*Nous l'avons évoqué dans notre N° 188). Là encore, comme à Mardié, on se propose d'organiser une visite de collégiens : pour les attirer vers les métiers du BTP, tout en vantant "les prétendues vertus écologiques du chantier" ! Greenwashing pas mort, comment ose-t-on en 2023 faire gober cela à nos enfants, alors même qu'on les précipite sur un mur climatique ?*

Au lieu de promouvoir les seuls modes alternatifs "sobres" de transport, comme le train et le ferroutage, on continue à projeter allégrement des centaines de km d'autoroutes et de routes. *Au demeurant souvent non financés... Et non finançables ! Mais il faudrait absolument continuer à "désengorger", "contourner", "désenclaver"... Les Conseils Départementaux ont absorbé les anciennes "DDE" : ne faut-il pas faire travailler ces fonctionnaires ?*

SAUF À RUINER LE CLIMAT

LES PROJETS (CONTESTÉS) D'AUTOROUTES ET DE ROUTES EN FRANCE - *Pages 2 - 3*

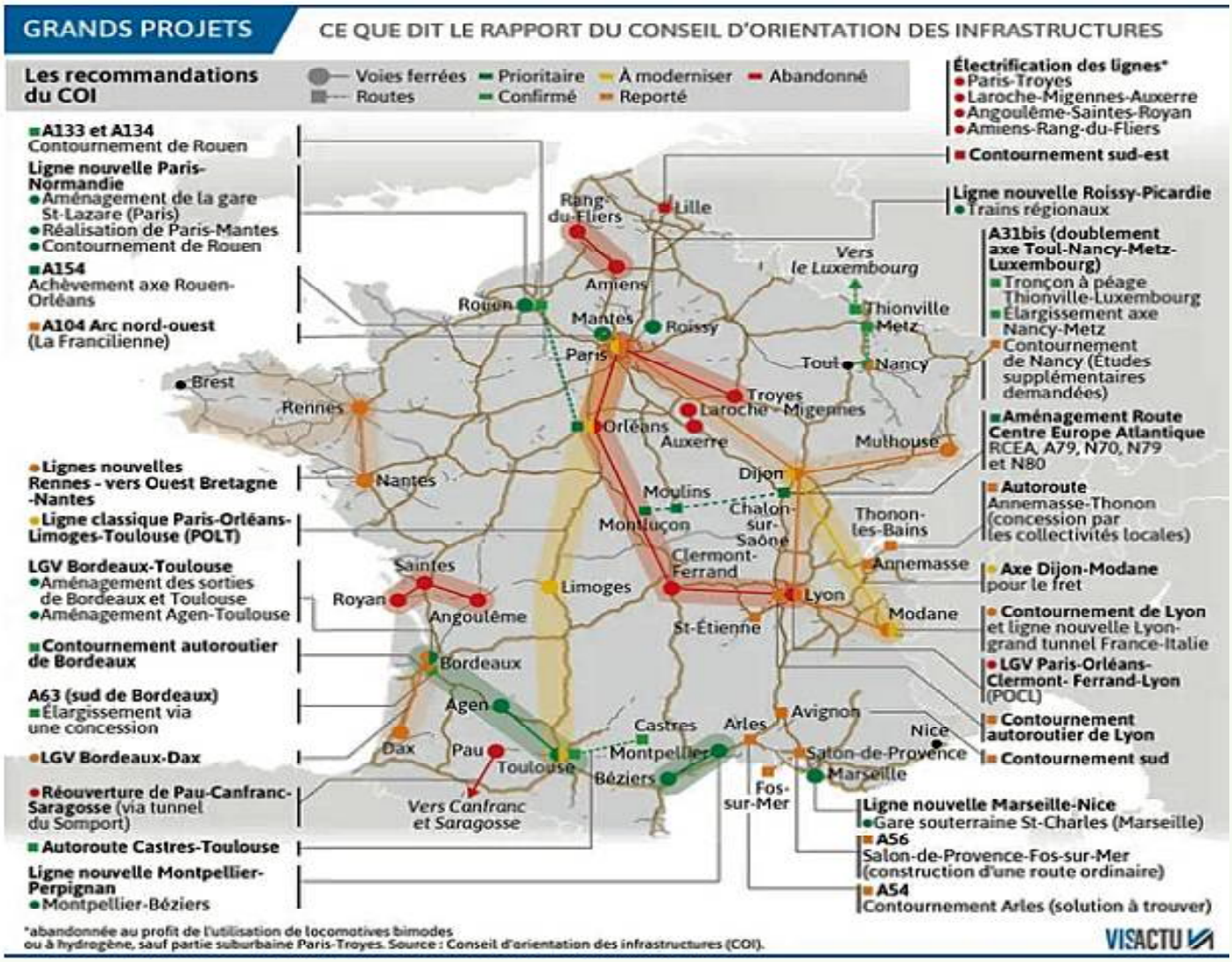
ROUTES ET AUTOROUTES À CONTRESENS - *Page 4*

Visite scolaire sur le chantier de l'A69 - Reprise des travaux - *Page 5*

LES PROJETS (CONTESTÉS) D'AUTOROUTES ET DE ROUTES EN FRANCE

ici PAR FRANCE BLEU ET FRANCE 3 | Le média de la vie locale

Grands projets : ce que dit le rapport du Conseil d'orientation des infrastructures (Carte par Visactu)



Le Conseil d'orientation des infrastructures (COI) était chargé de faire le tri dans les nombreux projets de transport non encore aboutis pour cause d'absence de financement, ou de contestations locales. (...).

Le COI a classé les projets, ferroviaires ou routiers, selon qu'ils sont jugés "prioritaires" - comme la ligne nouvelle Montpellier-Béziers, "abandonnés" - par exemple la ligne nouvelle Bordeaux-Dax ou le doublement de l'autoroute entre Lyon et Saint-Etienne, confirmés", "reportés" ou "à moderniser".

Voici la carte de ces recommandations.

Article complet :
https://tinyurl.com/bdyz6ekw

Dans ce document médiatisé comme déterminant pour le gouvernement et les collectivités territoriales qui devraient financer de ces infrastructures, on voit d'abord que la plupart des projets ferroviaires antérieurs seraient soit abandonnés, soit reportés - sine die - .

LES PROJETS (CONTESTÉS) D'AUTOROUTES ET DE ROUTES EN FRANCE

Libération

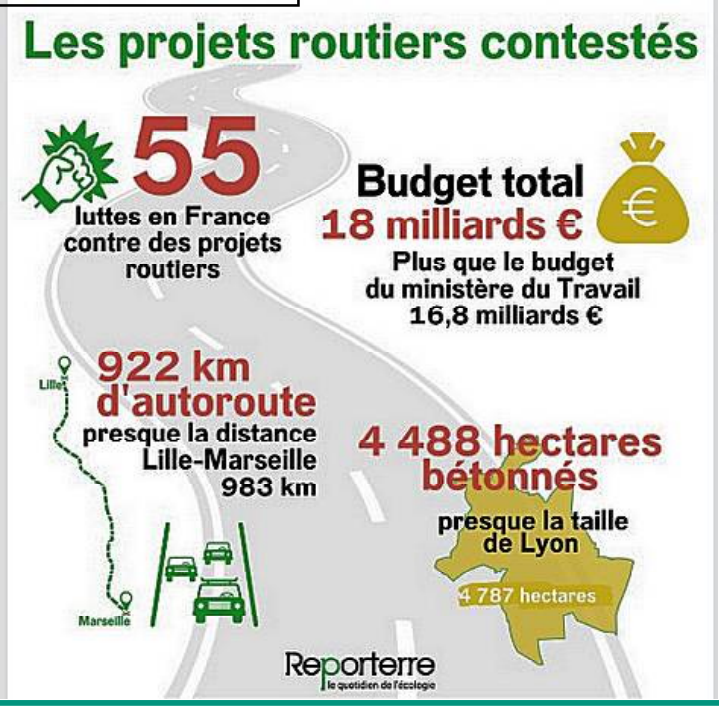
Malgré l'urgence climatique, «la France a investi deux fois plus dans les routes que dans le rail» en trente ans

La longueur du réseau autoroutier a progressé de 60 % entre 1995 et 2020 dans 30 pays européens, s'alarme Greenpeace dans une étude. L'Hexagone ne fait pas exception, malgré «un léger infléchissement» ces dernières années.

La route au préjudice du rail. Ces trois dernières décennies, les gouvernements européens ont, malgré les alertes sur le changement climatique, «systématiquement» priorisé leur réseau routier au détriment du ferroviaire. Selon une étude commandée par Greenpeace à la fondation de recherche allemande The Wuppertal Institute et au centre de réflexion T3 Transportation, la longueur des autoroutes en Europe a augmenté de 60 % entre 1995 et 2020, tandis que celle des chemins de fer a diminué de 6,5 %. Trente Etats européens (de l'Union européenne ainsi que la Norvège, la Suisse et le Royaume-Uni) ont dépensé en moyenne 66 % de plus dans les infrastructures pour véhicules motorisés que dans celles pour les trains. Entre 2018 et 2021, ces pays ont tenté de rééquilibrer la balance, mais en vain, puisque l'écart était encore de 34 %. Bref, en presque trente ans, les priorités ne se sont pas transfigurées.

Anaïs Moran - Extrait de l'article du 20/09/23

Reporterre



Reporterre a répertorié 55 projets routiers contestés en France. Des milliards d'euros d'argent public sont mobilisés pour les financer. Mais les entreprises privées en bénéficient plus que l'environnement et la collectivité.

Laury-Anne Cholez- Extrait de l'article du 22/04/23

C'est l'histoire de routes qui valaient des milliards d'euros. 17,981 milliards d'euros précisément. Voici le coût de l'ensemble des 55 projets routiers contestés en France que Reporterre a estimé au cours d'une longue enquête. Soit quasiment le budget du ministère du Travail. Ces routes, autoroutes, contournements, ponts et déviations vont recouvrir 4 488 hectares de prairies, forêts ou terres agricoles. Pratiquement l'équivalent de la superficie de Lyon. Le tout pour une longueur de 922 kilomètres. Presque la distance entre Lille et Marseille.

Ces chiffres qui donnent le vertige n'avaient encore jamais été compilés et prouvent que l'État et les collectivités locales dépensent sans compter : sur 17,981 milliards d'euros, 12,322 proviennent de fonds publics. Soit environ la moitié du fameux trou de la sécurité sociale.

https://tinyurl.com/yc6wf6s9

ROUTES ET AUTOROUTES À CONTRESENS

Tous les "Grands Projets Inutiles Imposés" relèvent des mêmes logiques, comme le prouve dans l'un de ses ouvrages Stéphen Kerckhove (Agir pour l'Environnement). Ces projets sont trop souvent des opérations initiées il y a trop longtemps, mais qui ont peiné à sortir : ils sont inutiles, coûteux, destructeurs, contestés par les "intéressés", les associations et les écologistes. Leur "utilité publique" est faible, et les "obligations d'utilité publique majeures" qui seules pourraient justifier les "dérogations" accordées aux Lois protègeant de l'Environnement n'existent pas ! Beaucoup de ces projets sont à la limite de la légalité, en tous cas ne respectent pas les lois de protection les plus récentes. Mais la justice est souvent à la traîne, et - surtout en première instance - les tribunaux administratifs sont très "indulgents" pour les pouvoirs qui les soutiennent !

Bien que les porteurs de projets les mettent outrageusement en avant, les "compensations" à la captation d'emprises importantes d'espaces agricoles ou naturels, aux déboisements ou à la destruction de zones humides sont complètement "bidon", plus symboliques que réelles. Par exemple, comme c'est clairement le cas à Mardié, les "reboisements" peuvent se faire avec des plants minuscules sur des délaissés de voirie où jamais on ne rencontrera un humain ou un cervidé (cf. photo à gauche), alors qu'on vient de créer une coupure infranchissable dans un massif forestier séculaire, peuplé d'arbres parfois plus que centenaires (cf. photo à droite)...

Très souvent, et bien sûr comme à Mardié, on retrouve aussi des conflits d'intérêts (ici au niveau de l'Enquête d'Utilité Publique), des sous-estimations flagrantes conduisant à des dérapages financiers, des attributions de travaux "servant les intérêts de certaines entreprises privées" à l'occasion de procédures "obscures" dérogatoires du Code des Marchés publics.

Et le comble : depuis que personne ne peut plus nier la réalité du réchauffement climatique impactant de plus en plus gravement la planète entière, ces GPII devraient d'évidence être bannis définitivement. Il n'en est rien, et pour l'A69 comme pour la déviation sur Mardié, leurs promoteurs trouvent des prétextes... Bidons !

Agir pour l'Environnement et La Voie Est Libre ont fait appel à l'institut de sondage IFOP afin de mesurer le regard des habitants du Tarn et de la Haute-Garonne sur le projet d'autoroute A69.

82 % des personnes interrogées se déclarent plutôt favorables (40 %), ou tout à fait favorables (42 %) à l'organisation d'un referendum local. Plus de 6 habitants du 10 (61 %) se déclarent même favorables à l'abandon du projet d'autoroute entre Castres et Toulouse. Alors que 58 % jugent ce projet « utile mais pas indispensable », 67 % considèrent que ce projet aura un effet négatif sur la biodiversité et 56 % sur le climat. Faits notables : les résultats sont très proches entre le Tarn et la Haute Garonne. Les personnes interrogées résidant dans les deux départements sont majoritairement favorables à l'abandon du projet d'autoroute A69.

Les résultats de ce sondage représentatif de la population du Tarn et de la Haute-Garonne sont sans appel et remettent en cause les évidences maintes fois répétées par les décideurs locaux. Ces derniers soutenaient que ce projet serait plébiscité et attendu par la population locale.

Pour Agir pour l'Environnement, l'organisation d'un référendum local est plébiscitée par les habitants du Tarn et de la Haute-Garonne, et est un moyen de sortir par le haut d'une situation explosive. Pour Stéphen Kerckhove, Directeur Général d'Agir pour l'Environnement, le gouvernement et les élus locaux ne peuvent se draper dans une légitimité élective fragile pour imposer un projet d'autoroute inutile, coûteux et climaticide. **L'association appelle le gouvernement à suspendre les travaux et organiser un référendum local.**

Pour La Voie Est Libre, ce sondage exclusif fait la démonstration que ce projet, loin d'être soutenu par les habitants, est majoritairement rejeté par la population locale. Le bruit de quelques élus intoxiqués au bitume ne doit plus faire illusion sur le rejet de ce projet destructeur. Lorsque notre maison brûle, nous n'avons nul besoin de pompiers pyromanes jetant de l'huile sur le feu. (...). **Sortir par le haut c'est mettre en place un moratoire immédiat sur les travaux de l'autoroute et réaliser une médiation afin de proposer le projet alternatif baptisé « une autre voie ».**

Extrait de l'article du 19/10/23

POLÉMIQUE. UNE VISITE SCOLAIRE SUR LE CHANTIER DE L'A69 AUX "VERTUS ÉCOLOGIQUES" : DE LA "PROPAGANDE" POUR UN SYNDICAT D'ENSEIGNANTS

Alors que le chantier de l'A 69 soulève toujours des oppositions fortes, un collège du Tarn prévoit d'organiser une sortie scolaire sur site début octobre. Le syndicat Sud éducation Tarn dénonce une propagande autour du projet autoroutier.

Le projet de l'A 69 continue de créer des remous. Jusque dans les établissements scolaires. Dans le cadre de la semaine "Acteurs pour la planète", le collège Les Portanelles situé à Lautrec, dans le Tarn, organise pour les élèves volontaires, une visite du chantier de la future autoroute, alerte le syndicat Sud éducation Tarn, dans un communiqué, en date de ce samedi 30 septembre. (...)

Pour faire la promotion de ce programme, écrit l'organisation syndicale, "le collège indique aux parents qu'il s'agit de présenter aux élèves les métiers des travaux publics et vante les prétendues vertus écologiques du chantier visité : cette sortie viserait à faire connaître aux élèves « les innovations mises en place par les entreprises de travaux publics pour décarboner leurs activités ou les infrastructures réalisées pour préserver la planète et ses ressources", s'indigne-t-elle.

"Cette sortie contribue à la promotion de l'A69, projet controversé, qui sert les intérêts d'entreprises privées" déclare Sud éducation Tarn. L'organisation dénonce une véritable "propagande indigne du service public d'Education nationale", autour du projet autoroutier. La sortie n'aurait aucune visée pédagogique et relèverait du "greenwashing". (...) Elle déguise en entreprise écologique un projet sans intérêt, coûteux, nocif et désastreux pour la planète. Et c'est d'autant plus grave que cette opération se fait sur le dos et au détriment des élèves". (...)

Dans son communiqué, Sud éducation Tarn ne manque pas d'affirmer son soutien aux opposants au projet, actuellement en grève de la faim, dont Thomas Brail. (...)

Catherine Léhé - Extrait de l'article du 01/10/23

Libération

Le Fil vert

Reprise des travaux de l'A69 : «C'est un beau doigt d'honneur à 2000 scientifiques»

Le ministère des Transports affirme ce lundi 16 octobre que le chantier de l'autoroute entre Toulouse et Castres ira «jusqu'à son terme». Pendant ce temps, les activistes perchés sur les derniers platanes du tracé sont évacués par les forces de l'ordre.

«Force restera à la loi et à l'Etat de droit», assure Clément Beaune. Dans un communiqué publié ce lundi 16 octobre, le ministère des Transports affirme que le controversé projet d'autoroute A69 entre Toulouse (Haute-Garonne) et Castres (Tarn), jugé «climaticide» et «anachronique» par ses opposants, ira «jusqu'à son terme». «Le chantier se poursuivra dès ce lundi», indique-t-il. Joints lundi dans la matinée, les «écureuils» du Groupe national de surveillance des arbres, toujours perchés sur les quatre derniers platanes du tracé qui n'ont pas encore été abattus (sur 260), confirment que les travaux battent leur plein et font état d'une présence accrue des forces de l'ordre dans la zone.

Julie Renson Miquel - Extrait de l'article du 16/10/23